



Commune de

SAINT ETIENNE DE BAIGORRY

Communauté
D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
EUSKAL
HIRIGUNE
Elkargoa



PLAN LOCAL D'URBANISME

0 – Résumé Non Technique

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme.



Agence Publique de Gestion Locale - Service d'Urbanisme Intercommunal
Maison des Communes - rue Auguste Renoir - CS 40609 - 64006 PAU CEDEX
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47- Courriel : service.urbanisme@apg164.fr

TABLE DES MATIERES

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT | 2 |
| 2 | ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE ET PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT | 5 |
| 2.1 | La démographie et le logement | 5 |
| 2.2 | Les activités économiques | 6 |
| 2.3 | La consommation d'espaces et les capacités de densification..... | 6 |
| 3 | JUSTIFICATION DU PARTI D'AMENAGEMENT RETENU | 9 |
| 3.1 | Les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables..... | 9 |
| 3.2 | Les choix retenus pour la délimitation des zones et des règles qui y sont applicables..... | 11 |
| 3.3 | Les choix retenus pour établir les outils d'aménagement | 13 |
| 4 | ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES DE PRISE EN COMPTE | 16 |
| 4.1 | Analyse des incidences du PLU sur les sites Natura 2000 | 16 |
| 4.2 | Evaluation des incidences des orientations du PLU sur l'environnement et mesures de prise en compte..... | 17 |

1 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry bénéficie d'une localisation géographique qui explique la richesse de son patrimoine environnemental et paysager. La combinaison de multiples facteurs physiques, tels que le relief, l'eau, le sol, à laquelle s'applique une gestion extensive de l'espace conduit à la présence d'un territoire à forte valeur environnementale. La gestion de ce milieu de montagne par l'homme et ses activités notamment pastorales, conduit au territoire tel qu'il est perçu aujourd'hui, avec de nombreux atouts et contraintes environnementales qu'il est nécessaire de prendre en compte. Le tableau suivant présente la synthèse de l'état initial de l'environnement du territoire communal.

| Thème | Atouts | Faiblesses |
|------------------------------|---|---|
| PAYSAGE ET PATRIMOINE | <p>Paysage remarquable du Pays-Basque intérieur ;</p> <p>Plusieurs unités paysagères aux caractéristiques bien distinctes ;</p> <p>Présence d'un patrimoine bâti ancien de qualité ;</p> <p>Nombreux périmètres de protection ou d'inventaire du patrimoine architectural (monuments historiques), paysager (sites inscrits et sites classés) et archéologique ;</p> | <p>Présence de dents creuses de superficie importante aux abords du centre-bourg ;</p> <p>Etirement de l'urbanisation en périphérie des centralités ;</p> |
| RISQUES NATURELS | <p>Connaissance de l'enveloppe inondable de la crue de juillet 2014.</p> | <p>Territoire soumis à des risques naturels, notamment d'inondation.</p> <p>Simple connaissance du risque inondation avec l'atlas départemental ;</p> <p>Camping municipal ponctuellement impacté par les crues de la Nive ;</p> <p>Pas de réglementation des risques naturels (absence de PPR) ;</p> |
| BIODIVERSITE | <p>Richesse écologique du territoire ;</p> <p>Nombreux périmètres de protection ou d'inventaire de la biodiversité (sites Natura 2000, zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique, zone importante pour la conservation des oiseaux) ;</p> <p>Présence d'une biodiversité d'intérêt communautaire principalement sur les espaces d'altitudes ;</p> <p>Documents d'objectifs des sites Natura 2000 connus ;</p> <p>Réservoirs de biodiversités identifiés au titre de la trame verte (espaces d'altitudes) et bleue (Nive) ;</p> <p>Intérêt des milieux bocagers et du fond de vallée dans les continuités écologiques ;</p> | <p>Absence d'inventaire de zones humides (hors inventaires natura 2000) ;</p> <p>Extensions de l'urbanisation du PLU approuvé en 2011 sur des espaces à potentiel environnemental ;</p> <p>Importante consommation d'espace potentiellement générée par le PLU approuvé en 2011 ;</p> |

| | | |
|--------------------------------|---|--|
| NATURELLES ET ENERGIE | Présence de nombreux puits de captage d'eau potable qui assurent l'alimentation en eau potable du territoire communal ; Bonne qualité des eaux superficielles et souterraines (suivant les indications du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne) ; Valorisation et exploitation de la ressource foncière (élevage, viticulture, carrière) et aquatique (pisciculture, énergie hydro-électrique) ; | Ressource forestière peu exploitée ; Peu de projets d'utilisation et de développement des énergies renouvelables ; |
| POLLUTIONS ET NUISANCES | Absence de sites avec des pollutions avérées des sols ; Connaissance historique d'anciens sites et activités de services (base de données des anciens sites industries et activités de services) ; | Identification d'ICPE ; Impact de l'activité de carrière sur le cadre de vie environnant ; Peu d'alternatives aux déplacements automobiles ; |

Deux grands enjeux environnementaux spatialisés se dessinent sur le territoire communal :

➤ *Protéger les grands ensembles naturels d'altitudes qui présentent une multitude d'intérêts :*

- Biodiversité remarquable, dont une grande partie qui est d'intérêt communautaire (habitat et faune) ;
- Réservoirs de biodiversité de la trame verte (prairies, estives et boisements d'altitudes) ;
- Support des ressources naturelles telles que la ressource en eau potable et la ressource forestière ;
- Constitutifs du paysage identitaire de la montagne basque et de la vallée de Baïgorry.

➤ *Assurer le développement durable de la vallée de Baïgorry tout en prenant en compte :*

- La prévention des risques naturels et notamment inondation par débordement des cours d'eau ;
- Les milieux humides et la continuité hydraulique de la trame bleue ;
- La préservation de la richesse naturelle des sols (agriculture) ;
- Le patrimoine bocager qui conditionne la qualité paysagère et participe aux continuités écologiques ;
- Les caractéristiques du patrimoine urbain et bâti.

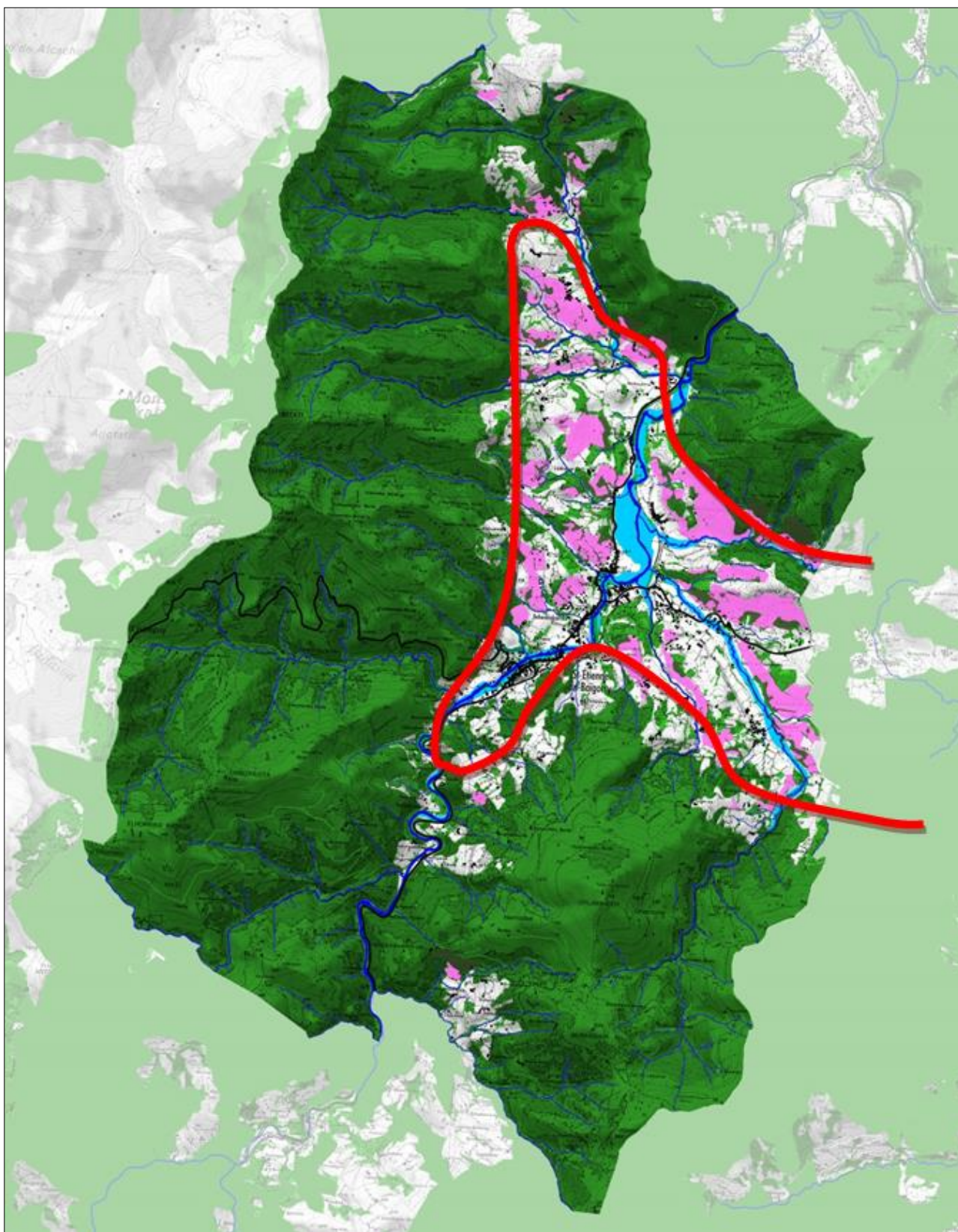


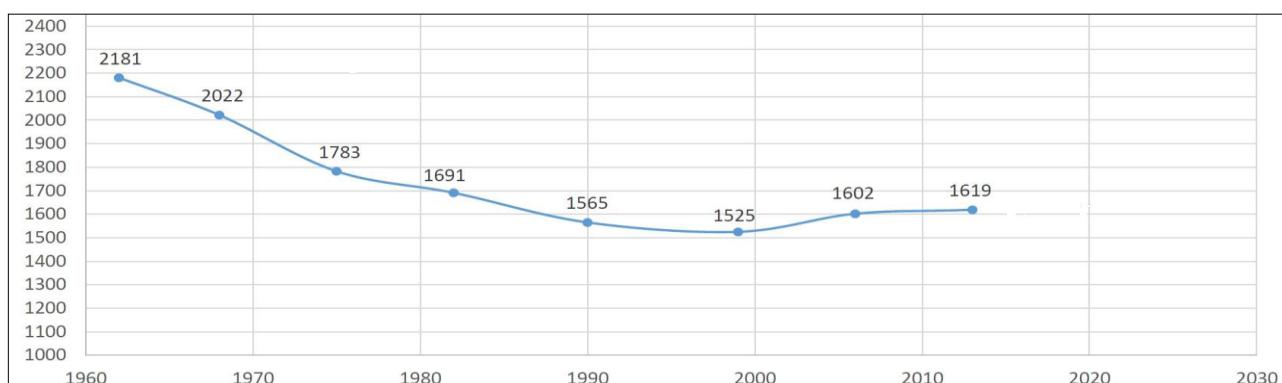
Schéma délimitant les enjeux environnementaux sur les secteurs d'altitude et de basse vallée. Source : APGL.

2 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE ET PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT

2.1 La démographie et le logement

Après avoir connu une baisse de 25% de sa population entre 1968 et 1999, la population communale a retrouvé un dynamisme démographique dès la fin du 20^{ème} siècle. Sur la période 1999/2007 on constate que la population communale a franchement progressé mais a connu un ralentissement durant la période 2007/2013. La tendance démographique communale suit la tendance du canton de Garazi-Baigorry. Le dernier recensement de la population de 2014 indique une population totale de 1610 habitants.

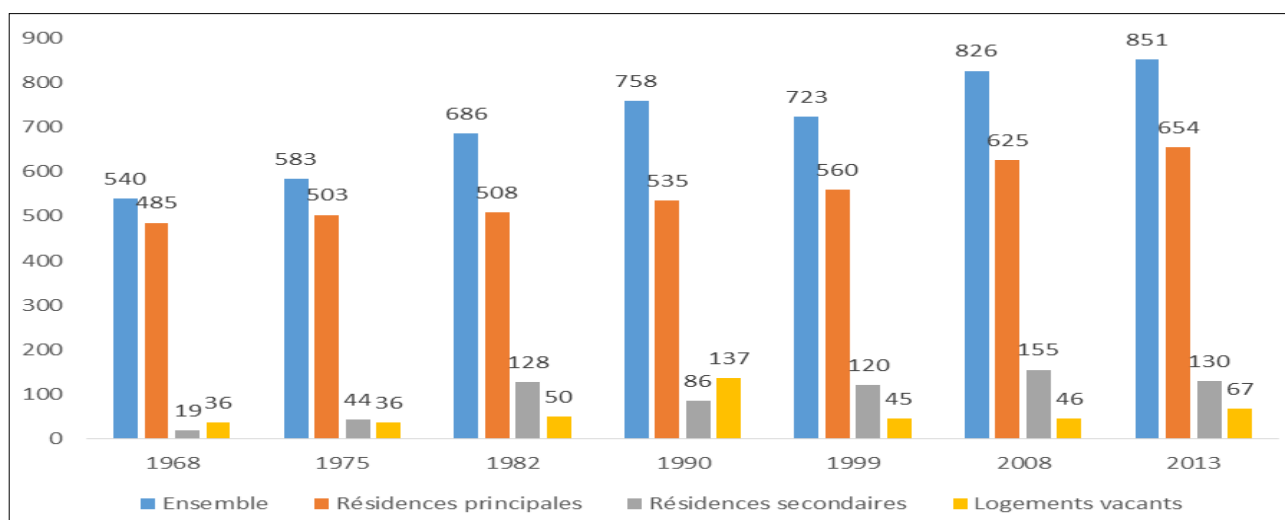
Les chiffres de l'INSEE mettent en évidence que le dynamisme démographique est lié au solde migratoire. L'installation de nouveaux ménages sur le territoire permet de compenser un solde naturel négatif du fait d'une population communale vieillissante.



L'évolution de la population communale. Source : INSEE.

Les principales caractéristiques du logement sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry sont les suivantes :

- Les maisons représentaient 78% du parc de logements en 2013 et les appartements 22% ;
- 69% des résidences principales étaient occupées par leur propriétaires ;
- Une importante diminution du nombre d'occupants par logement ;
- Une stabilité de la part des résidences secondaires et logements vacants dans le parc total de logements ;
- Des opérations ponctuelles de renouvellement du parc bâti privé.



Evolution du parc de logements. Source : INSEE.

2.2 Les activités économiques

Les données de l'INSEE indiquaient au 31 décembre 2015, la présence de 227 établissements actifs et de 356 postes salariés sur la commune. L'agriculture est une activité économique significative sur le territoire qui représentait près d'un quart des établissements actifs au 31 décembre 2015 et près de 10% des postes salariés. Le recensement général agricole de 2010 relevait environ 84 exploitations agricoles sur le territoire.

Le secteur public notamment de l'administration, l'enseignement, la santé et l'action sociale représentait au 31 décembre 2015, près du tiers des postes salariés. La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry bénéficie des différents services et équipements publics lui permettant d'assurer sa fonction de pôle de proximité dans le secteur sud de la Basse-Navarre et tout particulièrement de l'ancien canton de Baigorry.

Si le territoire est bien doté en matière d'équipements et services publics, la commune accueille également un tissu économique d'entreprises, dans le secteur de l'artisanat, l'industrie, le commerce, transports et services divers représentant au 31 décembre 2015, 134 établissements et 204 emplois salariés. Il s'agit essentiellement de petites et moyennes entreprises. En 2015, 42 établissements employaient moins de 10 salariés et 6 entreprises employaient entre 10 et 20 salariés.

L'INSEE relève par ailleurs un indicateur de concentration de l'emploi en 2014 de 88,6, reflétant une attractivité du territoire vis-à-vis des territoires voisins.

Il existe des disponibilités foncières au sein de zones d'activités existantes pour répondre à très court terme au souhait d'implantation de plusieurs artisans sur le territoire. Des entreprises souhaitent à terme se positionner sur des zones d'activités dédiées. Ces demandes pourraient à terme ne pas être satisfaites compte tenu de la rareté du foncier facilement mobilisable dans ces différentes zones. Un besoin de surfaces constructibles pour le développement des activités économiques est identifié sur la commune.

2.3 La consommation d'espaces et les capacités de densification

Le contexte législatif n'a cessé de se renforcer dans le but de garantir une consommation plus économe des terres et favoriser en priorité l'utilisation du foncier disponible dans le tissu urbain existant avant d'ouvrir des extensions à l'urbanisation. Le PLU doit désormais présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers depuis la dernière révision du document d'urbanisme et analyser la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis.

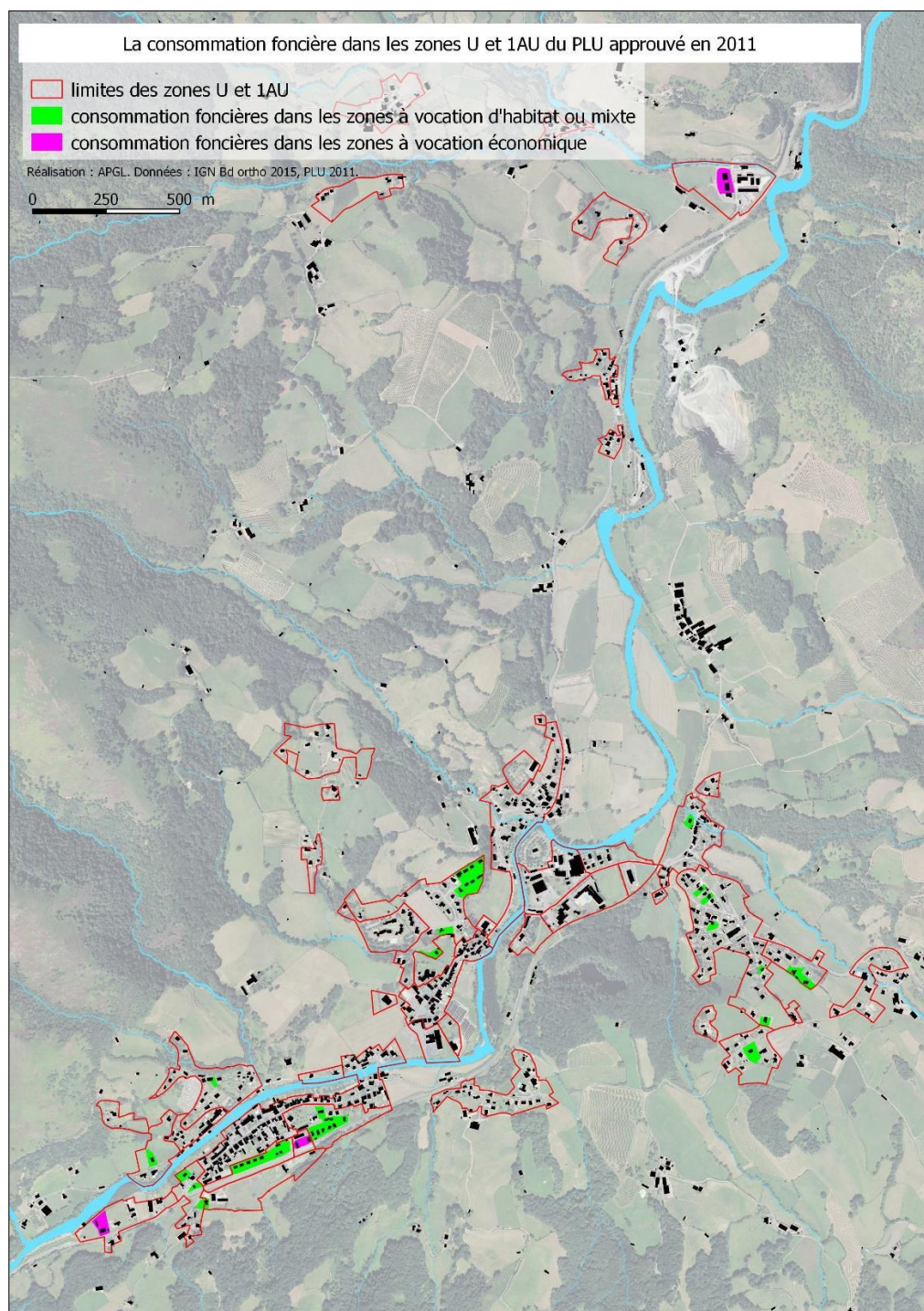
➤ La consommation d'espaces depuis 2011

Depuis la mise en œuvre du PLU en 2011, la construction a engendré une consommation d'espace d'environ 5,2 ha dont 0,72 ha dans les zones dédiés aux activités économiques (zone UY, 1AUy, UBs). Le tableau ci-dessous indique en hectares, la consommation d'espaces entre 2011 et 2017 dans chaque zone du PLU de 2011.

| Zone du PLU 2011 | ua | ub | ud | ue | uy | 1auy | 2au | 2auy |
|--------------------------|-----|------|------|----|------|------|-----|------|
| Consommation 2011 - 2017 | 0,1 | 3,77 | 0,61 | 0 | 0,42 | 0,3 | 0 | 0 |

Bilan de la consommation d'espaces depuis la mise en œuvre du PLU en 2011. Source : APGL.

Depuis la mise en œuvre du PLU en 2011, 41 logements ont été construits, représentant en moyenne une densité de 9 logements/ha.



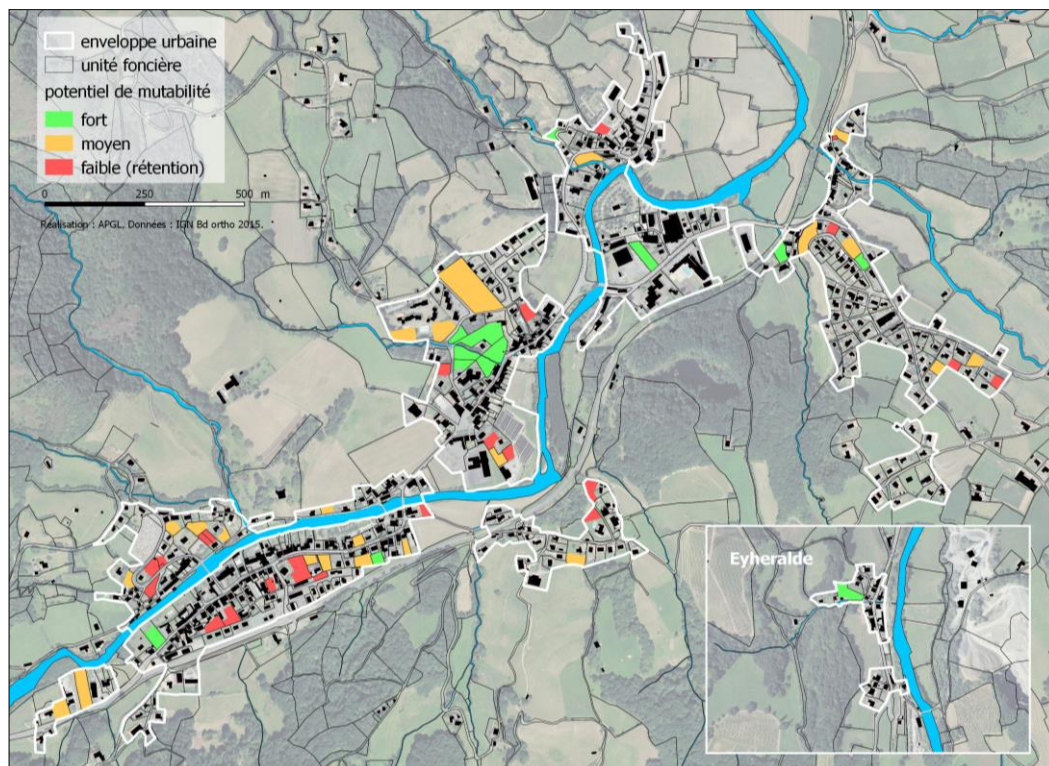
Bilan de la consommation d'espaces depuis la mise en œuvre du PLU en 2011 jusqu'en 2018. Source : APGL.

Dans les zones urbaines du PLU approuvé en 2011, il reste 19,41 ha représentant un potentiel de 155 logements (117 logements en assainissement collectif, 38 logements en assainissement individuel) (hors rétention foncière et contraintes du territoire).

➤ Les capacités de densification et de mutation de l'urbanisation existante

Le potentiel constructible en densification dans l'enveloppe urbaine est estimé à environ 7,5 hectares (dont 1,24 ha non disponibles du fait des contraintes environnementales). L'analyse du potentiel de mutabilité relève environ 2,02 hectares de surface avec un potentiel de mutabilité faible.

L'analyse de la rétention foncière et des possibilités de densification correspond à un état de la situation et des connaissances à un temps T et sur la base d'une méthodologie développée dans le rapport de présentation qui s'efforce d'être la plus objective possible.



Analyse de la capacité de mutation du foncier constructible en densification de l'urbanisation existante. Source : APGL.

Le potentiel constructible net en densification de l'urbanisation existante est évalué à 4,27 ha dans les secteurs urbains à usage mixte dont 0,57 ha dans les secteurs urbains qui présentent une vocation d'activité économique.

*Synthèse du potentiel constructible en densification de l'urbanisation existante.
Source : APGL.*

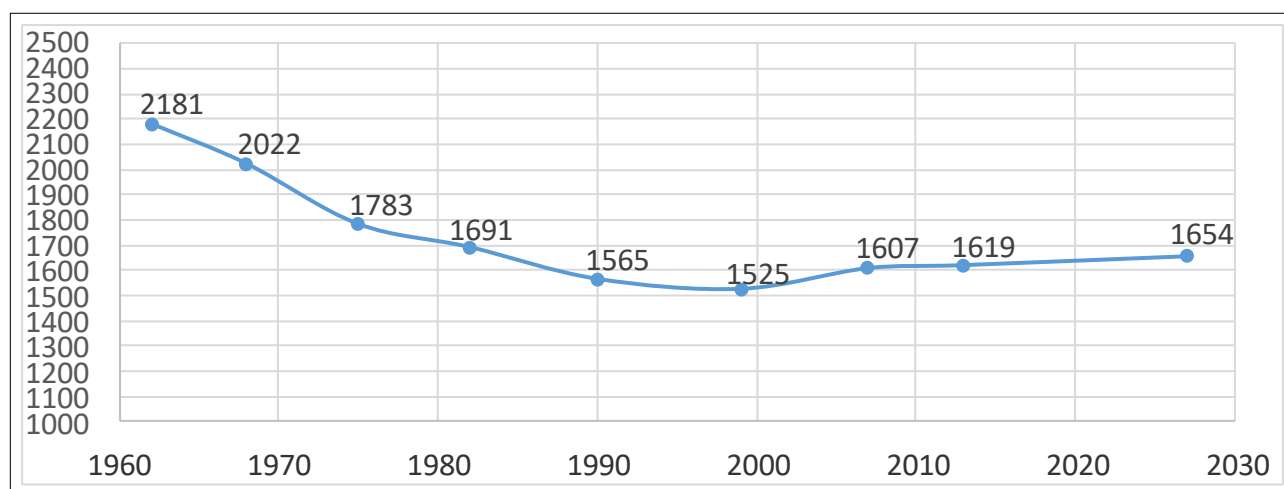
| | Potentiel brut | Rétention | Contraintes | Potentiel net | Dont secteur activité |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------|
| Total | 7,53 ha | 2,02 ha | 1,24 ha | 4,27 ha | 0,57 ha |
| | 100% | 27% | 12% | 61% | - |

3 JUSTIFICATION DU PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

3.1 Les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables

➤ Au regard d'un développement démographique mesuré

La collectivité, souhaite se projeter sur un développement démographique mesuré, afin de renforcer le dynamisme de la vie locale. Le scénario dit de « développement mesuré » représente un scénario basé sur le prolongement de l'évolution démographique observée sur la période 2007-2013 (0,15%/an), qui permettrait à l'horizon 2027 d'accueillir environ une cinquantaine d'habitants supplémentaires.



Scénario de « développement mesuré ». Source : APGL.

Le besoin en logements qui découle de ce scénario (besoins pour l'accueil de population et pour le maintien de la population existante) est évalué à environ 85 logements sur la décennie à venir.

Le potentiel constructible au sein de l'urbanisation existante est susceptible d'offrir la production d'environ 37 logements, sur des zones desservies par le réseau public d'assainissement et sur la base d'une densité de 10 logements/ha. Les besoins en logements qui ne peuvent être satisfaits à travers la construction de logements en densification de l'urbanisation existante ou en renouvellement du parc peuvent être satisfaits à travers des extensions de l'urbanisation existante.

En prenant en compte les densités de logements attendues sur les secteurs à OAP et des densités 'fil de l'eau' sur les autres secteurs, le PLU permet la production potentielle d'environ 95 logements. Ce potentiel de logements est compatible avec les prévisions de développement démographique envisagées et les tendances d'évolution du parc immobilier à l'œuvre sur le territoire.

| Production potentielle de logements | |
|--|-----------|
| En renouvellement urbain | 10 |
| En densification de l'urbanisation existante | 44 |
| En extension de l'urbanisation existante | 44 |
| TOTAL | 98 |

Le potentiel constructible permet de satisfaire au besoin en logements du territoire. Ce potentiel de logements est légèrement supérieur au besoin ce qui permet de palier à plusieurs incertitudes concernant la mutabilité du foncier.

➤ Au regard du développement urbain et de la modération de la consommation d'espace

Les possibilités d'urbanisation à venir doivent être cohérentes avec les besoins fonciers induits par ce développement, et ce dans un objectif de modération de la consommation d'espaces et de compatibilité avec le régime d'urbanisation en Loi montagne.

Le précédent PLU proposait une enveloppe foncière constructible surévaluée par rapport au besoin de développement du territoire en matière d'accueil de population, et n'intégrant pas les capacités de densification et de mutation dans l'urbanisation existante. L'analyse de la consommation foncière depuis 2011, indique que la consommation foncière a été faible dans les zones urbaines du PLU et notamment dans les zones UD localisées dans l'espace agricole.

Le PADD s'appuie sur une densité moyenne à l'échelle de l'ensemble des zones U et AU de l'ordre de 12 logements/ha (contre 9 constaté sur la période 2011-2017) pour sa production de logements à venir. Une priorité à l'urbanisation sur des secteurs desservis par l'assainissement collectif permet d'encourager une densité plus élevée, notamment dans les zones concernées par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Le PLU réévalue les besoins fonciers et encadre le développement urbain qui renforce les centralités. Les besoins fonciers qui ne sont pas satisfaits en densification de l'urbanisation existante sont prioritairement envisagés en extension de l'urbanisation existante, représentant environ 4 ha. La consommation foncière induite dans les zones U et AU est environ divisée par 3, par rapport aux zones U et AU du précédent PLU.

Le potentiel constructible disponible dans les zones U et AU mixtes est évalué à environ 7,54 ha permettant potentiellement la construction d'environ 88 logements (et 10 logements potentiels en renouvellement urbain), en cohérence avec le scénario de développement démographique.

| Zones du PLU | PLU approuvé en 2011 | PLU approuvé en 2019 |
|--------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Zones U et 1AU mixtes | 19,41 ha | 7,54 |
| Zones 2AU mixtes | 7,46 ha | 0 |
| Zones U et 1AU à vocation économique | 6,06 ha | 4,71 |
| Zones 2AU à vocation économique | 4,11 | 0 |
| Total | 37,04 | 12,25 |

Evolution de la superficie des surfaces constructibles entre le PLU approuvé en 2011 et le PLU approuvé en 2019. Source : APGL.

➤ Au regard des objectifs de protection de l'environnement

Plusieurs objectifs ont été posés en matière de protection de l'environnement dans le PADD et ont guidé l'élaboration du projet communal :

- La préservation des espaces naturels caractéristiques du patrimoine naturel montagnard,
- La préservation des grandes structures du paysage au service de la trame verte,
- La ressource en eau est fortement présente sur le territoire,
- La préservation du patrimoine bâti et paysager.

➤ Au regard du développement économique du territoire

Le développement économique sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry revêt différents aspects :

- Les zones urbaines et notamment les bourgs doivent favoriser et pérenniser le tissu économique de proximité,
- La commune se positionne comme un pôle de proximité économique dans le secteur du Pays Basque intérieur, et il convient d'encourager ce dynamisme en permettant le développement et la création de zones d'activités,
- Afin de conforter ce pôle de proximité économique et dans la continuité des objectifs du PLU approuvé en 2011, le PLU identifie une nouvelle zone d'urbanisation à destination d'activités économiques et de services, dans le respect des objectifs de la Loi montagne,
- La zone 1AUY créée sur le secteur Borciriette, correspond à l'ancienne zone 2AUY identifiée en 2011. La délimitation de la zone d'activité Borciriette dans le PLU relève d'un projet d'aménagement pensé par la collectivité il y a plus de 10 ans, étroitement lié à la déviation du bourg aujourd'hui en service. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone permettra de compléter l'offre foncière sur la zone Kurutcheta (sur laquelle l'EPFL intervient) et permettra de palier au faible potentiel de mutabilité dans les autres zones existantes.
- L'agriculture a une place prépondérante dans la vie locale. La pérennisation et le développement de ces activités dans le respect du patrimoine environnemental, est un des objectifs fondamentaux du PLU,
- Le développement du territoire doit encourager les activités touristiques respectueuses du patrimoine local, notamment en diversifiant les formes d'hébergements touristiques.
- La ressource naturelle fait l'objet d'exploitations encadrées par la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. La collectivité souhaite pérenniser ces activités dans les périmètres tels qu'ils sont autorisés administrativement.

➤ Au regard des besoins en équipements

La délimitation des zones tient compte de la situation des réseaux. Les extensions de l'urbanisation ont prioritairement été situées sur des secteurs desservis par les réseaux publics d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif.

L'offre en équipements, notamment sportifs doit être complétée afin de satisfaire les besoins du territoire.

3.2 Les choix retenus pour la délimitation des zones et des règles qui y sont applicables

➤ Les différentes zones urbaines

Les zones urbaines sont dites " zones U ". Le PLU délimite différentes zones présentant les caractéristiques suivantes :

- La zone UA, délimite les parties anciennes des bourgs de Beherekokarrika et d'Etchaux autour de la RD948, et la partie ancienne du hameau de Borciriette.
- La zone UB, délimite les extensions plus contemporaines des bourgs de Beherekokarrika et d'Etchaux, du hameau de Borciriette, ainsi que les hameaux et groupes de constructions périphériques desservis par l'assainissement collectif.
- La zone UC, définit les extensions récentes de l'urbanisation, les hameaux et les groupes de constructions non desservis par l'assainissement collectif.

- La zone UE, identifie les zones d'équipements publics dans la continuité des bourgs et hameaux, ainsi que le VVF et la gendarmerie.
- La zone UY, identifie les zones d'activités économiques, notamment en extension des bourgs et hameaux. La zone UY permet par ailleurs une gestion de l'habitat lorsqu'il est présent. La zone UY comprend un secteur UYk identifiant l'emprise des deux campings existants en continuité des hameaux de Lespars et de Borciriette.

➤ Les zones à urbaniser

Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Sont classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation. Des orientations d'aménagement et de programmation ainsi que le règlement, définissent les conditions d'aménagement de ces zones. Le PLU délimite des zones à urbaniser 1AU et 1AUy.

- Les zones 1AU, délimitent l'urbanisation située en continuité ou en densification des bourgs. Ces zones font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation et leur aménagement est à réaliser dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.
- Les zones 1AUy, délimitent l'urbanisation à vocation d'activité économique située en extension de l'urbanisation et dont les futures constructions doivent être raccordées à l'assainissement collectif. Une zone est identifiée route de Banca en entrée Sud du bourg et une zone d'activité située en partie sur le site de l'ancienne carrière sur le quartier Borciriette, le long de la nouvelle déviation.

➤ Les zones agricoles

La zone agricole (A) délimite les terrains à protéger notamment en raison de leur potentiel agronomique ou économique. Le croisement de plusieurs critères a permis de localiser les enjeux agricoles dans la partie basse de la vallée de la Nive et de justifier un classement en zone agricole (parcelles AOC Irouléguy, îlots culturels à la PAC, continuité du bocage, sièges d'exploitations agricoles et bâtiments d'élevage, etc.)

Le parti d'aménagement est de permettre le développement des activités agricoles. La zone agricole englobe certains hameaux (Oतिकoren, Occos, Guermiette) et groupes de constructions agricoles (Chapatenguia, Bastide) dans lesquels des exploitations agricoles sont encore en activité et pérennes. D'une manière générale, la zone agricole englobe des constructions d'habitations existantes et groupes d'habitations non liés et nécessaires à l'activité agricole qui sont isolés dans l'espace agricole et sur lesquels il n'est pas envisagé d'extension de l'urbanisation compte tenu notamment des enjeux agricoles ou de l'absence du réseau d'assainissement collectif. Ces habitations isolées dans l'espace agricole peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dans les conditions fixées par le règlement.

La zone agricole comprend un secteur Ap, à protéger en raison de l'intérêt paysager aux abords du château d'Etchaux et entre les deux bourgs.

➤ Les zones naturelles

La zone naturelle (N), se veut une zone de préservation des milieux naturels, forestiers et agro-pastoraux. La zone naturelle se différencie avec la zone agricole, en ce qu'elle classe les espaces présentant une dominante de milieux forestiers et agro-pastoraux. Le croisement de plusieurs indicateurs a permis de définir un classement en zone naturelle (réservoirs de biodiversité de la trame verte, biodiversité d'intérêt communautaire, corridor écologique et réservoir de biodiversité de la Nive, ensembles boisés homogènes

dans la vallée agricole, etc.). Différents secteurs naturels ont été délimités, présentant les caractéristiques suivantes :

- La zone naturelle stricte identifie les ensembles boisés homogènes présent dans la trame bocagère en fond de vallée. Sont également identifiés les piscicultures présentes le long de la Nive ;
- Un secteur Ne correspondant à 99,5% de la zone naturelle (N), identifie les grands ensembles agro-pastoraux et forestiers présents en altitude sur les versants montagneux. Ce secteur définit les dispositions qui encadrent les activités agro-pastorales, afin de préserver la qualité et les fonctionnalités du patrimoine naturel. Le secteur Ne, identifie également le corridor écologique de la Nive ;
- Un secteur Nc, identifie l'emprise de l'activité de carrière au lieu-dit « Eyheralde », autorisée par arrêté préfectoral ;
- Un secteur Ns, correspond à l'emprise du terrain de sport longeant la Nive, permettant les constructions liées à ces activités sportives ;

3.3 Les choix retenus pour établir les outils d'aménagement

➤ Les emplacements réservés

7 emplacements réservés ont été délimités dont deux au bénéfice du Conseil Départemental (n° 1 et 2):

- n°1 : il délimite l'aménagement et l'élargissement de la RD849 sur l'emprise de l'ancienne voie de chemin de fer, sur sa portion entre l'intersection avec la RD 15 et sa jonction avec la RD948 entre le quartier Eyheralde et la zone artisanale.
- n°2 : il délimite une intention de corriger la courbe de cette voie départementale qui aujourd'hui bifurque dangereusement derrière une maison d'habitation.
- n°3 : il vise à l'aménagement d'un terrain de sport sur la parcelle située entre l'urbanisation du bourg de Beherekokarrika et le quartier de Lespars. La réalisation de ce projet permettrait de mieux équiper et structurer le site.
- n°4 : il est destiné à aménager un accès au camping municipal, depuis la RD 15. Cet aménagement doit permettre d'offrir depuis la RD15 un accès plus sécuritaire et lisible au public.
- n°5 : il consiste en l'aménagement de stationnements à côté du centre festif. Il doit permettre de pallier aux manques de stationnement dans le centre bourg et répondre aux besoins de stationnements lors des manifestations.
- n°6 : il est destiné à la création d'un équipement sportif. La création de cet équipement a pour but d'offrir aux diverses associations sportives présentes sur la commune des équipements et structures répondant à leur besoin et garantissant des conditions d'entraînements et de jeux optimales.
- n°7 : il est délimité afin d'envisager à terme une extension du cimetière dont la capacité de remplissage est proche de son maximum.

➤ Le linéaire de diversité commerciale

Un linéaire de diversité commerciale a été institué sur deux secteurs, localisés dans les bourgs de Beherekokarrika et d'Etchaux, sur des fronts bâtis faisant face à la RD948, ou ont été relevés une continuité d'activités de commerces et de services. La volonté communale est d'assurer le maintien et le développement des activités économiques (petits commerces et services et de proximité notamment) et d'assurer la mixité des usages sur les cœurs de bourg.

➤ Les changements de destination autorisés en zones agricoles et naturelles

Certains bâtiments classés en zones Agricoles ou Naturelles ont été identifiés comme pouvant changer de destination.

L'évolution de la structure agricole sur la commune et d'une manière généralisée en France, a d'ores et déjà abouti à la désaffectation de plusieurs constructions dont l'abandon ou la ruine serait regrettable, notamment en raison de leur qualité architecturale ou patrimoniale. Afin de sauvegarder ce patrimoine bâti, certains bâtiments agricoles qui n'ont plus cette vocation agricole ont été identifiés en vue de permettre leur changement de destination en habitation ou hébergement hôtelier et touristique.

Il s'agit d'anciens bâtiments agricoles servant qui servaient d'abris aux animaux ou de stockage de matériel agricole. Sur les 11 bâtiments identifiés en zones agricoles et naturelles, 5 d'entre eux sont situés dans le hameau de Guermiette. L'impact sur l'activité agricole, pastorale et forestière de ces changements de destination a été évalué dans le rapport de présentation.

➤ Les espaces boisés classés

Certains boisements sont identifiés en espaces boisés classés. Les terrains concernés ne peuvent faire l'objet d'un changement d'affectation ou d'un mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements existants. Ce classement entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue par le Code forestier.

La délimitation des espaces boisés classés se justifie par les enjeux environnementaux identifiés dans le diagnostic territorial. Ont notamment été identifiés en tant qu'espaces boisés classés :

- les boisements de petite taille en fond de vallée de Baigorry (les boisements de plus de 2 ha sont soumis aux dispositions du Code forestier), participant aux continuités boisées du bocage (identification des boisements relictuels en comparant les photo-aériennes de 1959 et 2015);
- Les boisements de pente en périphérie de la carrière et des cultures viticoles compte tenu des enjeux de maintien des sols autour de ces activités ;
- Les boisements humides, ou rivulaires au réseau hydrographique tels que les boisements d'intérêt communautaire, compte tenu des enjeux de préservation de la biodiversité et notamment d'intérêt communautaire, de maintien des berges notamment lors des crues et d'épuration des eaux.

➤ Les éléments de paysages, les sites et secteurs à protéger, pour des motifs d'ordre écologiques

Sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry, le bocage en fond de vallée présente un réel intérêt en ce qu'il assure de nombreuses liaisons au titre de la trame verte. Ce bocage est préservé à travers les espaces boisés classés pour ce qui est des petits boisements et bosquets, mais également à travers les éléments de paysage identifiés pour ce qui relève des éléments boisés linéaires. Près de 79,4 km de boisements linéaires sont identifiés dans le PLU.

Certains jardins situés dans le bourg d'Etchaux, entre la RD 948 qui traverse le bourg et la déviation, sont identifiés en tant qu'élément de paysage à protéger, en ce qu'ils participent d'une manière générale à la qualité paysagère et urbaine du bourg.

➤ Les orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) visent à assurer une mise en valeur de la qualité urbaine et paysagère et plus généralement à favoriser un développement harmonieux des secteurs ou quartiers appelés à se développer et éviter les inconvénients d'une urbanisation inorganisée.

Les OAP concernent les quatre zones à urbaniser et la zone UB dans la continuité du bourg ancien de Beherekokarrika. Les OAP définissent des dispositions en matière d'aménagement et d'équipement, d'habitats, d'environnement, de transports et déplacements, avec lesquelles les autorisations d'urbanisme doivent être compatibles.

4 ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES DE PRISE EN COMPTE

4.1 Analyse des incidences du PLU sur les sites Natura 2000

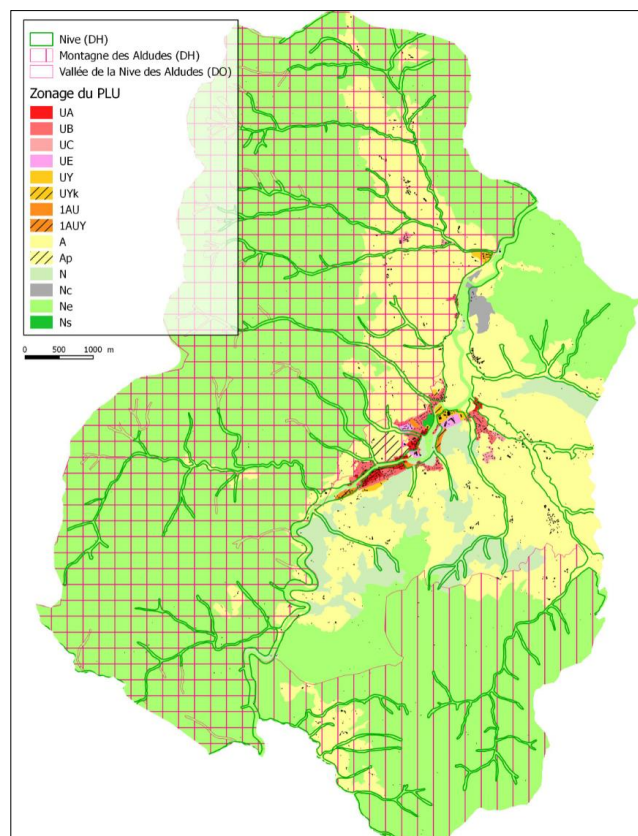
Le territoire est partiellement concerné par plusieurs sites Natura 2000 au titre de la Directive Habitat et de la Directive Oiseaux. Ces sites Natura 2000 sont décrits dans l'état initial de l'environnement du présent rapport de présentation.

Les incidences directes du PLU sur les sites Natura 2000 sont susceptibles d'être portées par :

- Le développement de l'urbanisation envisagé à travers les zones urbaines et à urbaniser,
- Certains projets portés par les collectivités (emplacements réservés).

L'analyse des incidences développée dans le rapport de présentation s'est attachée à analyser les caractéristiques des espaces potentiellement constructibles situés dans les zones du PLU offrant des possibilités d'urbanisation, afin d'évaluer l'impact de leur urbanisation au regard de la préservation de la biodiversité d'intérêt communautaire.

Superposition du zonage du PLU aux sites Natura 2000.
Source : APGL.



Il est apparu que ces espaces présentaient peu d'intérêt pour la biodiversité d'intérêt communautaire :

- Prairies agricoles pâturées ou fauchées communément présentes sur le territoire,
- Terrains situés en densification d'espaces bâtis ou situés en continuité de l'urbanisation existante,
- Terrains situés dans ces contextes partiellement modifiés par les activités humaines,
- Espaces déconnectés des ensembles naturels.

L'urbanisation existante sur les communes voisines et le développement urbain envisagé sur ces territoires ne conduit pas à former une urbanisation linéaire. L'urbanisation en fond de vallée maintient les grands espaces naturels et agro-pastoraux d'altitude ainsi que la continuité hydraulique et végétale du réseau hydrographique, et ce, à l'échelle intercommunale.

Le diagnostic territorial a indiqué le bon fonctionnement des stations d'épuration et de leur capacité à recevoir de nouveaux volumes en lien avec le développement urbain projeté par le PLU. Par ailleurs, la gestion des eaux urbaines envisagée par le PLU n'est pas de nature à générer des incidences négatives sur la qualité du milieu récepteur et notamment sur le cours d'eau de la Nive et de ses affluents.

Les grands ensembles agricoles, pastoraux et forestiers d'altitude, présentant un intérêt potentiel pour l'avifaune sont classés dans les zones agricoles et naturelles du PLU, lesquelles autorisent principalement les constructions en lien avec la vocation de l'espace.

Le PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry classe plus de 98% du territoire en zones agricoles et naturelles, qui sont des zones dans lesquelles il est mis en œuvre des dispositions permettant la préservation et la gestion des milieux caractéristiques de l'espace montagnard. Ces dispositions réglementaires permettent entre autre à l'activité agro-pastorale de se maintenir et d'évoluer dans le respect du patrimoine naturel d'intérêt communautaire.

Les zones urbaines et à urbaniser du PLU sont recentrées autour de l'urbanisation existante en fond de vallée de la Nive et ponctuellement sur des quartiers périphériques déjà constitués. La délimitation de ces zones est projetée sur des sites ne présentant pas ou peu d'intérêt pour la biodiversité d'intérêt communautaire, notamment les habitats d'intérêt communautaire et l'avifaune.

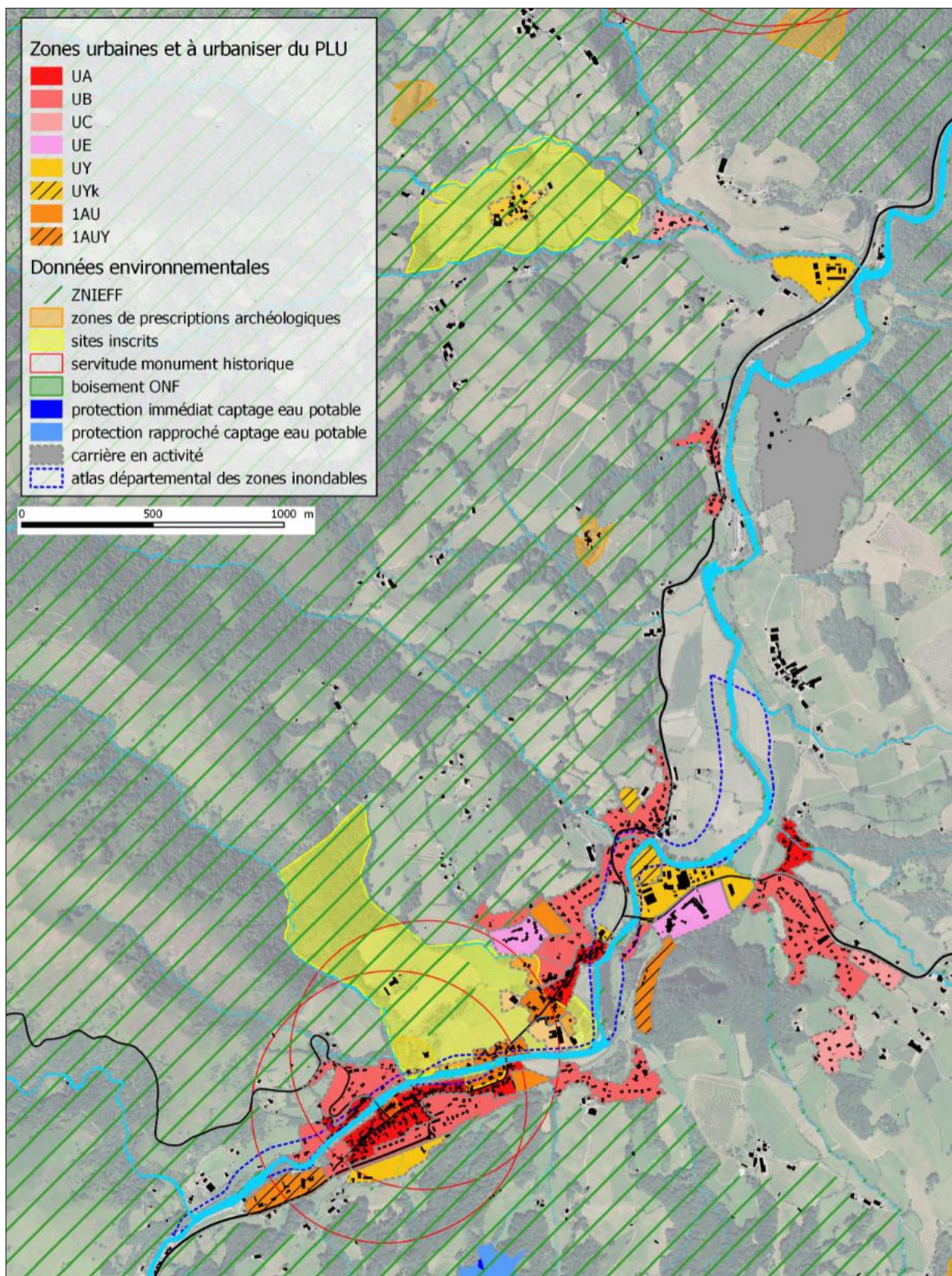
Compte tenu des caractéristiques du document, de la sensibilité environnementale du territoire et du principe de proportionnalité de l'évaluation des incidences, la mise en œuvre du PLU sur les sites Natura 2000 délimités au titre des Directives Habitats et Oiseaux ne présente pas d'incidences significatives.

4.2 Evaluation des incidences des orientations du PLU sur l'environnement et mesures de prise en compte

➤ Synthèse des mesures mises en place dans le PLU

| Thème | Mesures mises en place dans le PLU |
|-----------------------|---|
| Paysage et patrimoine | <p>Indication de règles écrites pour l'ensemble des zones assurant le maintien des caractéristiques architecturales et urbaines des bâtiments et espaces bâtis caractéristiques de la vallée de Baigorry (règles différenciées pour bâtiment existant et bâtiments nouveaux).</p> <p>Précision notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de dispositions différenciées suivant le bâti existant ou nouveau, - de dispositions particulières pour les clôtures afin d'encourager un traitement qualitatif des limites entre l'espace privé et public et avec l'espace agricole et naturel pour préserver le paysage rural, - d'une réglementation des enseignes dans les zones à urbaniser à destination d'activité pour limiter l'impact dans le paysage, <p>Identification d'anciens bâtiments agricoles présentant des qualités architecturales comme pouvant faire l'objet de changement de destination, notamment pour éviter qu'ils ne tombent en ruine. Identification d'un secteur protégé entre les deux bourgs et le monument historique pour préserver la qualité paysagère de cet ensemble agricole.</p> <p>Indication dans l'OAP Borciriette d'une frange paysagère à créer entre la déviation et la zone d'implantation du bâti.</p> |
| Risques naturels | <p>En l'absence de plan de prévention des risques inondations ou d'étude hydraulique sur le territoire, le PLU s'appuie sur l'atlas départemental des zones inondables. Les possibilités de construction ne sont pas délimitées dans l'enveloppe inondable de la Nive délimité par cet atlas. L'enveloppe de la crue du 4 juillet 2014 est jointe en annexe du PLU.</p> <p>Les principaux boisements rivulaires aux cours d'eau sont protégés en espaces boisés classés ou en éléments de paysage identifiés.</p> <p>Dans l'ensemble des zones du PLU, le règlement impose le maintien d'une zone non aedificandi de part et d'autre des berges des cours d'eau de 6 mètres (10 mètres pour la Nive), notamment pour préserver la dynamique naturelle du réseau hydrographique.</p> <p>Avant tout rejet dans le réseau public ou le milieu naturel, le règlement prévoit dans l'ensemble des zones du PLU, l'obligation de mettre en place un dispositif de rétention des eaux pluviales à la parcelle.</p> <p>L'indication d'un coefficient de pleine terre modulé suivant les zones du PLU (sauf en zone UA) permet également d'imposer des surfaces perméables afin de limiter les phénomènes de ruissellements urbains et les risques que cela engendrent.</p> |
| Biodiversité | <p>La zone naturelle est une zone à enjeu environnemental. Sa délimitation répond au croisement de nombreux critères et notamment écologiques. Sont identifiés dans le secteur Ne la majorité des milieux d'intérêt communautaire et habitats favorables à la faune remarquable ou d'intérêt</p> |

| Thème | Mesures mises en place dans le PLU |
|----------------------------------|--|
| | <p>communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les réservoirs de biodiversité de la trame verte au titre des milieux ouverts (landes et pelouses d'altitude) et des milieux boisés ; - La biodiversité d'intérêt communautaire ; - Le corridor écologique et réservoir de biodiversité de la Nive ; - Des ensembles boisés homogènes dans la vallée agricole ; <p>Le règlement de la zone naturelle (et du secteur Ne) est adapté aux enjeux de préservation du patrimoine naturel, caractéristique de l'espace montagnard et du maintien de l'activité agro-pastorale.</p> <p>La zone N encadre strictement les possibilités de construction et n'autorise pas de bâtiments agricoles nouveaux et limite les extensions et les annexes des bâtiments existants en termes d'implantation, de densité et de hauteur.</p> <p>La zone agricole contribue également à la préservation de la biodiversité, en favorisant le développement de l'activité agricole, qui sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry est un facteur fondamental à la gestion de l'espace, l'ouverture du milieu.</p> <p>Dans l'ensemble des zones du PLU, le règlement impose le maintien d'une zone non aedificandi de part et d'autre des berges des cours d'eau de 6 mètres, portée à 10 mètres de part et d'autre de la Nive.</p> <p>La délimitation d'éléments de paysages à protéger (haies, ripisylves) et d'espaces boisés classés (boisements) a pour objectif de préserver le patrimoine bocager, nécessaire aux continuités écologiques dans le fond de vallée.</p> <p>Le développement de l'urbanisation est recentré en continuité des bourgs et de certains hameaux et groupes d'habitations existantes. La réduction des surfaces constructibles dans les zones urbaines et à urbaniser par rapport au précédent PLU et l'augmentation des densités de constructions envisagées, permet fortement de limiter le mitage de l'espace agricole et naturel (réduction notamment des zones urbaines non desservies par l'assainissement collectif).</p> |
| Ressources naturelles et énergie | <p>Le développement urbain est principalement conditionné au raccordement au réseau d'assainissement collectif. Seul 3% des surfaces disponibles en zones urbaines et à urbaniser ne sont pas desservis par l'assainissement collectif (quartier Urdos). L'aptitude des sols à la mise en œuvre d'installations d'assainissement autonome devra être démontrée afin de s'assurer de la bonne gestion des eaux usées.</p> <p>Avant tout rejet dans le réseau public ou le milieu naturel, le règlement prévoit dans l'ensemble des zones du PLU, l'obligation de mettre en place un dispositif de rétention des eaux pluviales à la parcelle. L'indication d'un coefficient de pleine terre modulé suivant les zones du PLU (sauf en zone UA) permet également d'imposer des surfaces perméables afin de limiter les phénomènes de ruissellements urbains, et de limiter l'impact sur la ressource en eau.</p> <p>Le règlement du PLU encourage le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou la mise en œuvre d'énergies renouvelables ou à la conception de constructions de qualité environnementale sous réserve d'une bonne insertion architecturale ou paysagère.</p> <p>Les captages d'eau potable sont principalement classés dans les zones naturelles du PLU et les périmètres de protection de ces captages s'imposent aux modes d'occupation du sol en tant que servitude d'utilité publique.</p> |
| Pollutions et nuisances | <p>Les hameaux et groupes de constructions du territoire qui sont caractérisés par une activité agricole encore dynamique sont classés en zone agricole, permettant de limiter les conflits d'usage qui pourraient naître de la construction d'habitations de tiers personnes à côté d'activités agricoles existantes.</p> <p>Le développement des zones d'activités est éloigné des principales zones d'habitats, limitant les potentielles nuisances sur ces dernières.</p> <p>Un secteur spécifique pour la carrière Eyheralde est défini (Nc), permettant à cette activité de fonctionner à l'intérieur du périmètre tel qu'il a été autorisé par l'autorité administrative.</p> |



Carte de superposition des zones urbaines et à urbaniser du PLU au contexte environnemental du territoire. Source : APGL.

➤ L'intégration des documents supra-communaux

La révision du PLU a été conduite en intégrant certains documents supra-communaux, qui doivent trouver une traduction dans le PLU dans un rapport de prise en compte ou de compatibilité.

La révision du PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry présente une compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne approuvé en 2015, qui fixe 4 grandes orientations :

- Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE,
- Réduire les pollutions,
- Améliorer la gestion quantitative,
- Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques.

La révision du PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry prend en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Aquitaine, lequel schématise la trame verte et bleue sur le territoire et définit 3 actions stratégiques :

- Favoriser le maintien des activités agricoles assurant le maintien des milieux ouverts (prairies et pelouses d'altitude).
- Favoriser la prise en compte des continuités écologiques dans l'activité d'hydroélectricité et la production aquacole.
- Favoriser la prise en compte des continuités écologiques dans l'aménagement et la gestion des infrastructures dédiées aux activités de loisir.

De nombreux documents et plans établis par des instances ou établissements publics tels que le Conseil Départemental, fournissent des éléments de connaissance du territoire ou des préconisations, sont intégrés dans le diagnostic territorial. Ces éléments ont permis d'alimenter la connaissance du territoire, de préciser les enjeux et de définir les orientations du projet. D'une manière générale, le PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry ne compromet pas la mise en œuvre des orientations des documents de rang supérieur.

➤ La définition d'indicateurs de suivi

Les indicateurs de suivi permettent de suivre les effets du PLU et les mesures préconisées, mais aussi l'évolution de certains paramètres de l'état de l'environnement. Cependant, ces indicateurs ne peuvent pas être liés qu'à la seule mise en œuvre du PLU, d'autres facteurs rentrant en compte, s'écartant du seul champ de la réglementation en matière d'urbanisme.

Le tableau ci-dessous, reprend certains indicateurs figurant dans le rapport de présentation.

| Objectifs du PADD | Indicateurs | Valeur de référence |
|--|---|--|
| 1.1.1 Préserver les espaces naturels | Surface des habitats d'intérêt communautaire | 2580 ha d'habitats d'intérêt communautaire recensés sur la commune d'après le diagnostic écologique du site Natura 2000 de la montagne des Aldudes. 94,2 ha d'habitats d'intérêt communautaire recensés sur la commune d'après le diagnostic écologique du site Natura 2000 de la Nive. |
| 1.1.2 Préserver les grandes structures du paysage au service de la trame verte | Evolution de la couverture boisée | Couche bd végétation de l'IGN (tout type de boisements hors landes) : 2931 ha Couche bd forêt de l'IFN : 2800 ha |
| 1.1.3 Préserver la ressource en eau. | Evolution des objectifs de l'état écologique et chimique des masses d'eaux superficielles. | La Nive des Aldudes : Bon état écologique et chimique en 2015. Ruisseau de Guermiette : Bon état écologique et chimique en 2015. Ruisseau d'Urdos : Bon état écologique et chimique en 2015. |
| 1.2.1 Valoriser l'architecture locale et le patrimoine bâti | Nombre d'autorisation d'urbanisme déposée dans le périmètre des sites inscrits. | 0 en 2018 |
| 2.1.2 Conforter et développer les zones d'activités | Evolution de la consommation foncière dans les urbaines et à urbaniser à vocation économique. | Potentiel constructible brut dans les zones UY et 1AUY du PLU en 2018 : 4,73 ha |
| 2.1.4 Permettre le développement des activités agricoles | Evolution de la surface agricole déclarée comme ilot cultural | Divers : 47,4 ha Estives Landes : 3058,9 ha Légumes fleurs : 0,4 ha Mais grain et ensilage : 11,9 ha Prairies permanentes : 1207,5 ha Prairies temporaires : 32 ha Vignes : 94,4 ha TOTAL : 4452,5 ha en 2016 |
| 2.2.1 Prévoir les conditions d'un développement démographique mesuré | Taux de variation annuel de la population | Sur la période 2007/2013 le taux de croissance annuel moyen a été de 0,15 % (source INSEE). |
| 2.2.3 Modérer la consommation d'espace | Evolution de la consommation foncière dans les zones urbaines et à urbaniser. | Consommation d'espaces depuis 2011 dans les zones urbaines et à urbaniser du PLU : 5,2 ha |